

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ARKEA CREDIT BAIL

Société par actions simplifiée au capital de 24 368 000 Euros
Siège social : 3, avenue d'Alphasis, 35760 Saint-Grégoire
384 288 684 R.C.S. Rennes

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 06 mai 2026

I – Bilan
(en milliers d'euros)

Actif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Caisse, Banques centrales		-	-
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur les établissements de crédit	1 - 6	625 971	663 475
Opérations avec la clientèle	1 - 6	79 102	8 068
Obligations et autres titres à revenu fixe		-	-
Actions et autres titres à revenu variable		-	-
Participations et autres titres détenus à long terme		-	-
Parts dans les entreprises liées		-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat	2	2 506 787	2 268 238
Location simple	3	109 815	112 852
Immobilisations incorporelles	5	2 124	1 939
Immobilisations corporelles	5	-	312
Autres actifs	7	11 368	20 471
Comptes de régularisation	8	2 402	5 122
Total		3 337 570	3 080 478

Passif	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Dettes envers les établissements de crédit	1 - 6	2 894 540	2 682 723
Opérations avec la clientèle		-	-
Dettes représentées par un titre		-	-
Autres passifs	9	193 009	181 838
Comptes de régularisation	9	41 398	35 535
Provisions	9 - 10	88 372	90 223
Dettes subordonnées	24	25 000	25 000
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		-	-
Capitaux propres hors FRBG	11	95 250	65 159
Capital souscrit		24 368	24 368
Primes d'émission		11 232	11 232
Réserves		7 703	7 703
Provisions réglementées et subventions d'investissement		953	882
Report à nouveau		20 975	2 040
Résultat de l'exercice		30 019	18 935
Total		3 337 570	3 080 478

Hors bilan	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Engagements donnés	6	248 330	249 142
Engagements de financement		248 078	248 632
Engagements de garantie		252	510
Engagements sur titres		-	-
Engagements reçus	6	883 079	811 187
Engagements de financement		5 000	-
Engagements de garantie		878 079	811 187
Engagements sur titres		-	-
Instruments financiers à terme	23	1 949 398	1 874 050

II. — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	Notes	31.12.2025	31.12.2024
Intérêts et produits assimilés	12	29 924	48 271
Intérêts et charges assimilées	12	-88 764	-104 285
Produits sur opérat. de crédit-bail et LOA	14	471 254	456 624
Charges sur opérat. de crédit-bail et LOA	14	-367 842	-364 481
Produits sur opérations de location simple	14	36 114	35 877
Charges sur opérations de location simple	14	-30 840	-32 383
Revenus des titres à revenu variable		-	-

Commissions (produits)	15	393	103
Commissions (charges)	15	-4 740	-4 234
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		-	-
Autres produits d'exploitation bancaire		476	607
Autres charges d'exploitation bancaire		-252	-201
Produit net bancaire		45 724	35 898
Charges générales d'exploitation	19	-14 584	-13 561
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-235	-450
Résultat brut d'exploitation		30 905	21 887
Coût du risque	20	-851	-622
Résultat d'exploitation		30 054	21 265
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-	-
Résultat courant avant impôt		30 054	21 265
Résultat exceptionnel	21	8 276	73
Impôt sur les bénéfices	22	-8 311	-2 403
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		-	-
Résultat net		30 019	18 935

III. — Annexe - Comptes au 31.12.2025

Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

Cadre juridique et financier

La société est de forme société par actions simplifiées (SAS) régies par les lois du 24 Juillet 1966 et du 4 janvier 1994 et par les présents statuts. Cette société demeure régie pour les opérations de crédit-bail conclues jusqu'au 31 décembre 1995 par les dispositions particulières de la section II de l'Ordonnance n°67-837 du 28 septembre 1967 relative aux Sociétés Immobilières pour le Commerce et de l'Industrie (SICOMI).

Faits marquants de l'exercice

Arkéa Crédit Bail est sorti du périmètre de l'intégration fiscale du groupe Crédit Mutuel Arkéa à compter du 01/01/2025 dont elle était membre depuis le 13/02/2023. Cette sortie a entraîné la comptabilisation d'une indemnité d'un montant de 8 083 K€ en résultat exceptionnel sur l'exercice 2025.

Par ailleurs, Arkéa Crédit Bail a engagé en 2021 un plan de transformation de ses outils et de ses processus. Ce plan comprend la convergence vers l'outil Comptable Groupe Euclide. Initialement prévue pour début 2025, la livraison du projet a été décalée d'un an, suite à des arbitrages budgétaires réalisés au niveau Groupe. Une première migration a eu lieu au 01/01/2025 avec l'intégration d'Arkéa Crédit Bail dans l'outil groupe Météor, qui permet la gestion du risque.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Le règlement ANC 2014-07 a fait l'objet d'une modification par le règlement ANC 2023-03 qui matérialise la suppression des transferts de charges.

Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice, n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : - Continuité d'exploitation, - Permanence de méthodes d'un exercice à l'autre, - Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes de la société sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC N°2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC N° 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Arkéa Crédit Bail applique l'étalement des commissions d'octroi de crédits (COC) et des commissions de renégociation sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les commissions reçues sont présentées en produits nets d'intérêts dans le produit net bancaire au compte de résultat et intégrées à l'encours de crédit concerné au bilan.

Classement

Les créances sont réparties en encours sains et encours douteux.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des deux conditions suivantes :

- impayés de plus de trois mois lorsqu'il s'agit de CBI ou de CBM ;
 - contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.
- Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la déchéance du terme est prononcée.

La notion de « créances douteuses » recouvre les encours douteux et les encours douteux compromis. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

Qualité du risque de crédit du portefeuille

La qualité du risque du portefeuille de crédits à la clientèle s'apprécie au travers de la notation interne des clients qui mesure la capacité de remboursement dans les 12 mois à venir. Mise à jour quotidiennement pour tenir compte des éventuels événements de risque, elle est exprimée sur une échelle de 11 notes, allant de la meilleure note A+ (risque le plus faible) à la moins bonne note F (risque le plus fort). Les notes internes E- et F rassemblent les créances douteuses et litigieuses, les neuf autres notes regroupant les créances saines.

Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet, dossier par dossier, d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises des dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique coût du risque, à l'exception des dotations et reprises des dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le produit net bancaire.

Conformément à la PGRC (Politique de Gestion du Risque de Crédit Clientèle), les provisions sont calculées de façon statistique puis complétées par des provisions à dire d'expert.

Les dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

La perte prévisionnelle est calculée, en appliquant des grilles de taux de provisionnement statistique, qui tiennent compte de l'ancienneté de la créance dans le défaut et de la valeur de la garantie.

Pour les dossiers de CBI contentieux, une dépréciation d'actif est constituée dès lorsqu'un faisceau d'indices graves et concordants permet d'acquiescer la certitude motivée que la valeur nette de l'immeuble considérée dans les comptes sociaux présente une surévaluation significative et irréversible par rapport à sa valeur de marché.

Pour les dossiers de CBM contentieux, la valeur du bien est estimée à partir d'une cotation Argus BTP, matériel de levage... ou en l'absence de cotation, à partir d'une table de décote établie par la confédération du Crédit Mutuel pour chaque famille de matériel. Si l'estimation du bien est inférieure à sa valeur nette comptable, l'écart est systématiquement provisionné.

Pour les dossiers bénéficiant d'une contre-garantie d'un établissement de crédit, la dépréciation est directement déterminée en tenant compte du taux de couverture en risque donnée par le contre-garant.

Si la contre-garantie est interne, la provision est calculée en brute de contre-garantie, cette dernière étant isolée sur un compte spécifique.

Si la contre-garantie est externe, la provision est calculée en nette de contre-garantie.

Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés.

Le risque pesant sur les dossiers contentieux, après prise en compte de la valeur de récupération (où d'expertise en CBI), de l'avance preneur (en CBI), de la réserve latente et de la contre-garantie est couvert à 100%.

Opérations sur instruments financiers à terme

Les opérations sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2014-07.

Les engagements sur les instruments financiers à terme sont portés sur une ligne du hors-bilan pour leur valeur nominale. Ce montant ne constitue qu'une indication du volume d'opérations en cours à la clôture et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à une valeur de marché ou par application de modèles d'évaluation généralement admis.

La convention de refinancement qui lie Arkéa Crédit Bail et Crédit Mutuel Arkéa, signée en novembre 2016, prévoit la mise à disposition de ressources par le Crédit Mutuel Arkéa à sa filiale selon la structure de bilan de la filiale concernée, mais aussi des opérations d'engagements sur instruments financiers à terme.

Instruments de taux***Marchés organisés***

Les contrats de marché à terme sont réévalués à chaque arrêté à leur valeur de marché. Pour les opérations de couverture, les gains et les pertes réalisés sont comptabilisés en compte de résultat symétriquement à l'enregistrement des charges et produits relatifs à l'élément couvert. Pour les positions isolées, les gains et les pertes liés à la réévaluation sont portés directement au compte de résultat.

Marchés de gré à gré

Les contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps) et les accords de taux futurs (FRA) donnent lieu à un calcul d'intérêts prorata temporis sur leur durée de référence. Les charges et produits sur un même contrat sont enregistrés pour leur montant net.

Pour les contrats optionnels (cap, floor, collar), les primes et les intérêts courus sont comptabilisés en résultat prorata temporis.

Dans le cas des swaps spéculatifs, une provision est comptabilisée en cas de moins-value latente.

Dans le cas des swaps de couverture, une provision est comptabilisée sur le titre couvert qui dégage une moins-value (qui ne serait pas totalement compensée par la plus-value latente du swap).

Instruments de change

Sur les swaps de change, le différentiel de valorisation est comptabilisé en résultat à chaque date d'arrêté.

Pour les options de change, les plus ou moins-values latentes sont constatées en résultat. A l'échéance, si l'option est exercée, cela se traduit par une opération d'achat ou de ventes de devises.

Immobilisations***Immobilisation en Crédit-Bail et Location avec Option d'Achat***

Le communiqué du Conseil National de la Comptabilité du 6 décembre 2005 relatif aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit bail a précisé que par dérogation au règlement CRC 2002-10 (méthode dite d'amortissement par composants) applicable au premier janvier 2005, les sociétés de crédit bail doivent maintenir dans les comptes individuels de l'exercice 2005 les traitements en cours en matière d'amortissement. L'avis 2006-C du Comité d'Urgence du Conseil National de la comptabilité du 4 octobre 2006 a confirmé la pratique de l'amortissement financier pour les établissements de crédit et la non-décomposition par composants des immeubles loués en crédit-bail.

La réserve latente à une date donnée est la différence entre l'encours financier des biens loués et la valeur nette comptable de ces mêmes biens à cette date. Lorsque l'encours financier est inférieur à la valeur nette comptable, cette réserve latente négative fait l'objet d'une provision. Celle-ci fait le cas échéant l'objet d'une compensation avec la réserve latente positive (plus-value potentielle lorsque l'encours financier est supérieur à la valeur nette comptable) d'affaires relevant de la même activité (crédit-bail immobilier ou mobilier). Au sein de chaque activité, si la réserve latente positive est supérieure à la réserve latente négative, aucune provision n'est comptabilisée.

Crédit-Bail Immobilier**Contrats conclus depuis le 1er janvier 1998 jusqu'au 31 décembre 2020**

Il est fait application de régime de droit commun prévu au paragraphe 55 de l'instruction du 12.12.1995 à savoir :

Les immobilisations sont amorties linéairement, sur 20 ans. Quant aux frais d'acquisition, ils sont amortis sur 3 ans.

La société constitue une provision spéciale (correspondant à la réserve latente négative) pour étaler la prise en charge de la perte supportée en fin de contrat du fait d'un prix de levée d'option plus faible que la valeur nette comptable de l'immeuble. L'activité de CBI est structurellement en réserve latente globalement négative (provision). La réserve latente négative a été compensée avec la réserve latente positive.

Contrats conclus à partir du 1er janvier 2021

L'ensemble des contrats signés postérieurement au 1er janvier 2021 bénéficie de l'option de l'alignement de l'amortissement comptable sur l'amortissement financier.

Arkéa Crédit Bail a retenu l'option pour l'alignement de l'amortissement comptable sur l'amortissement financier prévue par l'Avis du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité N° 2006-C du 4 octobre 2006 faisant référence à l'article 39C du Code Général des Impôts. Cette option bénéficie à l'ensemble des nouveaux contrats de crédit-bail souscrits postérieurement au 1er janvier 2021.

Crédit-Bail Mobilier & Location Financière**Contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2020**

Les dispositions de l'avis d'urgence N°2006-c du 4 octobre 2006 s'appliquent également à l'activité de CBM et location financière. La société comptabilise ses immobilisations pour leurs valeurs historiques, diminuées des amortissements cumulés qui sont calculés sur la durée de vie estimée du bien selon le mode linéaire. Les immobilisations sont amorties suivant les règles comptables et fiscales définies et en fonction de la nature de chacun des biens (les durées d'amortissements des matériels CBM varient entre 3 et 8 ans).

L'activité de CBM est structurellement en réserve latente globalement positive (non comptabilisée). La réserve latente positive a été compensée avec la réserve latente négative, par conséquent il n'a pas été comptabilisé de provision pour réserve latente négative CBM au titre de l'exercice 2021.

Contrats conclus à partir du 1er janvier 2021

L'ensemble des contrats signés postérieurement au 1er janvier 2021 bénéficie de l'option de l'alignement de l'amortissement comptable sur l'amortissement financier.

Arkéa Crédit Bail a retenu l'option pour l'alignement de l'amortissement comptable sur l'amortissement financier prévue par l'Avis du Comité d'Urgence du Conseil National de la Comptabilité n° 2006-C du 4 octobre 2006 faisant référence à l'article 39C du Code Général des Impôts. Cette option bénéficie à l'ensemble des nouveaux contrats de crédit-bail souscrits postérieurement au 1er janvier 2021.

Immobilisation en Location Simple et Temporairement Non-Louées

La durée d'amortissement retenue est la durée restant à courir lors du passage en location simple ou en immobilisation temporairement non louée.

Les immobilisations en location simple et en TNL ont été provisionnées sur la base d'une évaluation externe ou en fonction d'un taux de rendement défini par rapport à des loyers normatifs.

Pour les dossiers en bénéficiant, les contre-garanties à recevoir ne sont plus constatées à l'actif mais viennent minorer le montant de la provision depuis l'exercice 2017.

A compter du 31/12/2023, les immeubles temporairement non loués ont été classés en immobilisation corporelle hors exploitation car considérés comptablement comme des immeubles de placement et destinés à être vendus. Auparavant, ils étaient classés en Location Simple. A compter du 31/12/2025, ils ont été reclassés en crédit-bail et location avec option d'achat.

Ces Immobilisations Temporairement Non Loués s'élèvent à 14 269 K€ à la clôture du 31 décembre 2025.

Provisions

Des provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables. Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement ANC N° 2014-03 : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation à l'égard des tiers sans contrepartie future.

Provisions pour engagements sociaux

Arkéa Crédit Bail applique la recommandation ANC N° 2013 - 02 du 7 Novembre 2013 modifiée le 5 novembre 2021 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou des régimes à prestations définies. Les régimes à cotisations définies ne comportent aucun engagement de la société sur le niveau de prestations fournies. Les cotisations versées constituent une charge de l'exercice, enregistrée dans la rubrique frais de personnels. Les régimes à prestations définies désignent des régimes pour lesquels la société s'est engagée à assurer un montant ou un niveau de prestation. Cet engagement constitue un risque à moyen ou long terme. Les engagements en matière de retraite qui ne relèvent pas des régimes à cotisations définies sont intégralement provisionnés dans la rubrique provisions au bilan. Les indemnités de fin de carrière et les médailles du travail sont également enregistrées à ce même poste.

Enregistrement des produits et charges

Conformément aux règles édictées par le plan comptable général, les produits rattachés à l'exercice, sont les produits acquis à cet exercice (y compris les produits à recevoir et sous déduction des produits perçus d'avance). Les intérêts sont comptabilisés prorata temporis.

Il en va de même pour les charges d'exploitation où le rattachement à l'exercice s'opère principalement par rapport à la notion de consommation de l'exercice (y compris charges à payer et sous déduction des charges constatées d'avance). Le Règlement ANC N° 2014-07 prévoit la définition et le principe de comptabilisation des coûts marginaux de transaction. L'avis décrit deux méthodes la première dite méthode actuarielle est fondée sur celle du taux d'intérêt effectif, la méthode alternative prévoit que les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours puissent désormais faire l'objet d'un étalement sur la durée effective du crédit.

Nous avons retenu la méthode de l'étalement des commissions sur la durée des concours au prorata des intérêts des mêmes concours.

La méthode retenue est une approche de la méthode actuarielle.

Indemnité de Résiliation

Elles sont comptabilisées et provisionnées à 100 % pour notre quote-part.

Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

Note 1. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

(En milliers d'euros)	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit	281 663	33 625	237 083	70 625	2 975	625 971
à vue	270 455	-	-	-	833	271 288
à terme	11 208	33 625	237 083	70 625	2 142	354 683
Créances sur la clientèle	862	2 651	16 054	59 055	480	79 102
créances commerciales	-	-	-	-	-	-
autres concours à la clientèle	862	2 651	16 054	59 055	480	79 102
comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit	422 911	377 714	1 261 602	828 222	4 092	2 894 540
à vue	-	-	-	-	-	-
à terme	422 911	377 714	1 261 602	828 222	4 092	2 894 540

Note 2. Crédit bail et location avec option d'achat

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Montant Bruts	Amortissements Provisions	Montants nets	Montant Bruts	Amortissements Provisions	Montants nets
Immobilisations en service	3 471 761	-1 214 138	2 257 387	3 260 866	-1 140 080	2 120 786
Terrains	229 190	0	229 190	198 424	0	198 424
Constructions	1 577 565	-425 050	1 152 515	1 514 380	-405 159	1 109 221
Aménagements	12 349	-7 802	4 547	12 485	-7 540	4 945
Frais	46 552	-39 958	6 594	43 778	-36 767	7 011
Matériel	1 606 105	-741 328	864 541	1 491 799	-690 614	801 185

Immobilisations I.T.N.L. (1)	19 948	-8 779	11 405	0	0	0
Terrains	1 213	0	1 213	0	0	0
Aménagements	0	0	0	0	0	0
Frais	0	0	0	0	0	0
Constructions	13 644	-4 161	9 483	0	0	0
Matériels	5 091	-4 618	709	0	0	0
Immobilisations en cours	210 455	0	210 455	111 298	0	111 298
Terrains et constructions	179 380	0	179 380	89 434	0	89 434
Frais	1 783	0	1 783	874	0	874
Matériels	29 292	0	29 292	20 990	0	20 990
Créances et comptes rattachés	54 587	-27 047	27 540	47 964	-11 810	36 154
Créances ordinaires	8 097	0	8 097	28 588	0	28 588
Créances douteuses	27 047	-27 047	0	11 810	-11 810	0
Produits à recevoir	19 443	0	19 443	7 566	0	7 566
TOTAL	3 756 751	-1 249 964	2 506 787	3 420 128	-1 151 890	2 268 238

Les contre-garanties à recevoir ont été reclassées en crédit-bail et location avec option d'achat pour un montant de 14 345 K€ au 31/12/2025, ils étaient auparavant en autres actifs.

Note 3. Location simple

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Montant Bruts	Amortissements Provisions	Montants nets	Montant Bruts	Amortissements Provisions	Montants nets
Immobilisations	201 708	-94 565	107 143	193 962	-82 580	111 381
CBI	201 708	-94 565	107 143	193 962	-82 580	111 381
Terrains	0	0	0	686	0	686
Constructions	0	0	0	3 132	-155	2 977
Aménagements	0	0	0	0	0	0
Frais	0	0	0	232	-130	102
Matériel	201 708	-94 565	107 143	189 912	-82 295	107 617
CBM	0	0	0	0	0	0
Matériel	0	0	0	0	0	0
Location financière	0	0	0	0	0	0
Matériel	0	0	0	0	0	0
Immobilisations I.T.N.L.	0	0	0	0	0	0
Matériel	0	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours	274	0	274	4	0	4
Matériel	274	0	274	4	0	4
Créances et comptes rattachés	3 312	-913	2 398	2 070	-602	1 468
Créances ordinaires	2 270	0	2 270	1 119	0	1 119
- Location simple	4	0	4	38	0	38
- Location financière	2 266	0	2 266	1 081	0	1 081
Créances douteuses	913	-913	0	878	-602	276
- Location simple	0	0	0	0	0	0
- Location financière	913	-913	0	878	-602	276
Produits à recevoir	128	0	128	72	0	72
Total	205 294	-95 479	109 815	196 035	-83 183	112 852

Note 4. Dépréciations Actifs Immobilisés

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2025
DEPRECIATIONS	6 019	5 483	5 269	-	6 233
-SUR I.T.N.L. CBI	-	2 864	-	-	2 864
Garantie à Recevoir	-	-1 432	-	-	-1 432
-SUR I.T.N.L. CBM LOA	-	-	-	-	-
Garantie à Recevoir	-	-	-	-	-
-SUR LOCATION SIMPLE	1 267	456	795	-	928
Garantie à Recevoir	-516	-19	-464	-	-71
-SUR CBI, CBM, LOA	10 206	12 063	7 757	-	14 512
Garantie à Recevoir	-4 938	-8 449	-2 819	-	-10 568

Note 5. Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Augmentation	Diminution	Transfert	31.12.2025
Immobilisations incorporelles					
Montant brut	2 394	763	342	-	2 815
Amortissements	-455	-236	-	-	-691
Montant net	1 939	527	342	-	2 124

Les immobilisations corporelles sont reclassées en crédit-bail et location avec option d'achat des notes 16 & 17.

Note 6. Ventilation des emplois, ressources et engagements

(En milliers d'euros)	Entreprises liées	Entreprises lien de participation	Autres entreprises	Total
Emplois				
Créances sur les établissements de crédit	625 971	-	-	625 971
A vue	271 288	-	-	271 288
A terme	354 683	-	-	354 683
Créances sur la clientèle	-	-	79 102	79 102
Autres concours à la clientèle	-	-	79 102	79 102
Comptes ordinaires débiteurs	-	-	-	-
Ressources				
Dettes envers les établissements de crédit	2 894 540	-	-0	2 894 540
A vue	-	-	-	-
A terme	2 894 540	-	-0	2 894 540
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-	-	-
Autres dettes - A vue	-	-	-	-
Autres dettes - A terme	-	-	-	-
Engagements donnés	2 611	-	245 719	248 330
Engagements en faveur de la clientèle	2 359	-	245 719	248 078
Engagement de garantie	252	-	-	252
Engagements reçus	879 198	-	3 882	883 079
Engagement de financement	5 000	-	-	5 000
Engagement de garantie	874 198	-	3 882	878 079
Reçus d'établissement de crédit	874 198	-	3 882	878 079

Note 7. Autres actifs

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Etat	4 219	1 904
Prime épargne-logement	-	-
Impôts différés actifs	-	-
Opérations sur titres	-	-
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	-	-
Dépôts de garantie versés	-	-
Autres débiteurs divers	7 149	18 566
Total	11 368	20 471

Les quotes parts des partenaires sont comprises dans le poste autres débiteurs divers pour un montant de 4 401 K€ au 31.12.2025.

Note 8. Comptes de régularisation – Actif

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Valeurs à l'encaissement	-	-
Comptes d'ajustement	-	-
Pertes sur instruments financiers à terme de couverture	-	-
Primes émission TCN et emprunts obligataires	-	-
Charges constatées d'avance	303	225
Produits à recevoir	1 837	4 898
Comptes de régularisation divers	263	-
Divers	-	-
Total	2 402	5 122

Note 9. Bilan passif - ventilation de divers postes

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
	Produits	Produits
Ventilation des autres passifs	193 009	181 838
Dettes sociales	698	395
Dettes fiscales	7 850	777
Créditeurs divers	184 460	180 665
Ventilation des comptes de régularisation	41 398	35 535
Produits constatés d'avance	34 985	31 637
Charges à payer	6 413	3 898
Ventilation des provisions pour risques et charges	88 372	90 223
Médaille du travail	111	114
IFC	-	-
Autres provisions risques et charges	88 262	90 109

Le poste Créditeurs divers qui s'élève à 184 460 K€ au 31.12.2025 inclus les avances preneurs d'un montant de 1 56 801 K€.

Note 10. Provisions

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotations	Reprises	Autres variations	31.12.2025
Provisions pour engagement de retraite	114	-	-3	-	111
Provisions charges de personnel	-	-	-	-	-
Provisions pour risques	162	76	-54	-	184
Dépréciations au titre de l'art. 64 et 57	89 947	14 910	-16 779	-	88 077
-SUR CBI	89 947	14 910	-16 779	-	88 077
-SUR CBM ET LOA	-	-	-	-	-
Provisions réserve latente	-	-	-	-	-
-sur location financière	-	-	-	-	-
Total	90 223	14 985	-16 836	-	88 372
Variation nette			-1 850		

La provision pour engagements de retraite est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées et tient compte d'hypothèses démographiques, de taux de rotation des effectifs, d'augmentations des salaires, de taux d'actualisation et d'inflation. En particulier, les calculs réalisés intègrent un taux d'actualisation de 4,13 %. Ce taux est déterminé en référence à l'indice iBoxx corporate AA 10+ eurozone basé sur des obligations privées. Les calculs intègrent également un taux de rotation des effectifs compris entre 0 % et 7,14 % et un taux de revalorisation des salaires brut d'inflation compris entre 2,89 % et 3,54 %. Les engagements sont évalués sur la base des tables de mortalité TH00-02 et TF00-02 pour la phase de constitution de l'engagement et des tables de mortalité TGH05 et TGF05 pour la phase de restitution des rentes.

La provision pour réserve latente négative nette comptabilisée est de 86 707 K€ au 31.12.2025.

(En milliers d'euros)	CBI	CBM	31.12.2025
Valeur Nette Financière	1 314 086	1 036 149	2 350 235
Immobilisation nettes en location	-1 402 164	-977 807	-2 379 971
Réserve financière latente	-88 078	58 341	-29 736

Note 11. Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
CAPITAL	24 368	-	-	-	24 368
PRIME D'EMISSION	11 232	-	-	-	11 232
TOTAL RESERVES	7 703	-	-	-	7 703
Réserve légale	951	-	-	-	951
Réserves facultatives et statutaires	6 752	-	-	-	6 752
Réserves plus-values à long terme	-	-	-	-	-
Autres réserves	-	-	-	-	-
PROVISIONS REGLEMENTEES	882	-	-	71	953
ECART DE REEVALUATION	-	-	-	-	-
REPORT A NOUVEAU CREDITEUR	2 040	-	-	-	2 040
REPORT A NOUVEAU DEBITEUR	-0	18 935	-	-	18 935
RESULTAT DE L'EXERCICE	18 935	-18 935	-	30 019	30 019
Intérêts versés sur parts sociales ou dividendes versés	-	-	-	-	-
Total	65 159	-	-	30 090	95 250

Le capital est composé de 2 436 800 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 €.

Note 12. Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	29 924	-88 764	48 271	-104 285
Total	29 924	-88 764	48 271	-104 285

Note 13. Dotations et reprises sur dépréciations Crédit Bail

(En milliers d'euros)	31.12.2024	Reclassements	Dotations	Reprises	31.12.2025
Dépréciations					
sur créances douteuses en CBI	2 507	0	1 645	-475	3 676
sur créances douteuses en CBM	3 059	0	2 616	-1 059	4 616
sur créances douteuses en LS	0	0	0	0	0
sur créances douteuses en LF	602	0	324	-515	411
sur indemnités de résiliation CBI	3 915	0	12 255	0	16 170
sur indemnités de résiliation CBM	1 879	0	1 538	-832	2 585
sur indemnités de résiliation LF	451	0	224	172	502
Total	12 413	0	18 602	-2 709	27 960

Note 14. Ventilation par activité des produits et charges de crédit bail et de location financière

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Produits sur opérations de crédit-bail et LOA	471 254	456 624
- Loyers	425 065	402 179
- Débours produits sur crédit-bail	31 952	14 806
- Autres produits	19 946	6 417
- Reprise sur provisions	-9 759	26 695
- Plus-value sur cession	4 050	6 527
Charges sur opérations de crédit-bail et LOA	-367 842	-364 481
- Dotations aux amortissements et provisions	-330 215	-314 721
- Moins-value sur cession	-18 692	-29 135
- Débours charges sur crédit-bail	-18 935	-20 625
Produits sur Opérations de Location Simple et Financière	36 114	35 877
- Loyers	31 581	31 437
- Reprise sur provisions	463	-223
- Plus-value sur cession	1 407	2 068
- Débours produits sur location	2 177	1 887
- Autres produits	486	708
Charges sur Opérations de Location Simple et Financière	-30 840	-32 383
- Dotations aux amortissements et provisions	-27 641	-31 658
- Moins-value sur cession	-1 534	-725
- Débours charges sur location	-1 665	-

Note 15. Commissions

(En milliers d'euros)	31.12.2025		31.12.2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	-	-5	37	-7
Opérations avec la clientèle	290	-	-	-
Opérations sur titres	-	-	-	-
Opérations de change	-	-	-	-
Opérations sur hors-bilan	-	-4 533	-	-3 805
Prestations de services financiers	103	-202	66	-422
Opérations sur instruments fin. à terme	-	-	-	-
Opérations sur moyens de paiement	-	-	-	-
Total	393	-4 740	103	-4 234

Note 16. Immobilisations en crédit bail immobilier

Valeurs brutes (En milliers d'euros)	31.12.2024	Acquisition	Cession	Transfert	31.12.2025
Immobilisations en location simple	4 050	-	20 482	16 432	-
Immobilisations en Crédit-Bail et L.O.A.	1 769 067	213 586	100 565	-16 432	1 865 656
Immobilisations temporairement non louées	-	14 857	-	-	14 857
Immobilisations en cours	90 308	129 306	38 451	-	181 163
Total	1 863 425	357 749	159 498	-	2 061 676

Amortissements (En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotation	Cession	Transfert	31.12.2025
Immobilisations en location simple	285	316	1 231	630	-
Immobilisations en Crédit-Bail et L.O.A.	443 332	77 555	56 829	-564	463 494
Immobilisations temporairement non louées	-	987	-	310	1 297
Total	443 617	78 858	58 060	376	464 791

Note 17. Immobilisations en crédit bail mobilier et location

Valeurs brutes (En milliers d'euros)	31.12.2024	Acquisition	Cession	Transfert	31.12.2025
Immobilisations en Crédit-Bail et L.O.A.	1 491 800	307 002	193 185	489	1 606 106
Immobilisations Location financière	189 911	34 292	19 350	-6 050	198 803
Immobilisations temporairement non louées	-	-	21 375	23 911	7 996
Immobilisations en cours	20 989	26 926	-	-18 349	29 566
Total	1 702 700	368 220	233 910	-	1 842 470

Amortissements (En milliers d'euros)	31.12.2024	Dotation	Cession	Transfert	31.12.2025
Immobilisations en Crédit-Bail et L.O.A.	686 542	230 107	170 073	-10 444	736 133
Immobilisations Location financière	81 028	26 869	13 789	-3 140	90 968
Immobilisations temporairement non louées	-	197	11 642	13 584	7 287
Total	767 570	257 173	195 504	-	834 388

Note 18. Encours douteux Crédit-Bail, LOA et Location simple

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Créances douteuses	137 054	99 766
Dont douteux compromis	106 211	52 138
Créances rattachées	-	-
Dépréciations	43 827	23 885
Dont dépréciation s/ douteux compromis	35 310	16 673
Total	180 881	123 651

Note 19. Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Frais de personnel	-4 444	-4 402
Salaires et traitements	-2 775	-2 965
Charges sociales	-1 258	-1 169
Dont charges de retraite	-285	-323
Intéressement et participation	-314	-163
Impôts et taxes afférentes	-98	-105
Autres frais administratifs	-10 139	-9 158
Impôts et taxes	-917	-738
Services extérieurs	-9 183	-8 430
Charges refacturées	-39	10
Autres charges d'exploitation	-	-
Total	-14 584	-13 561

Ventilation des effectifs du personnel salarié :

	31.12.2025	31.12.2024
	Personnel salarié	Personnel salarié
Employés	13	15
Cadres	37	36
Total	50	51

La rémunération des membres du Conseil de Surveillance Arkéa Crédit Bail s'est élevée à 13,5 K€ brut en 2025 (contre 12,8 K€ en 2024); le suivi est assuré par le service « gestion de la paie » au sein du groupe Crédit Mutuel Arkéa.

Note 20. Coût du risque

(En milliers d'euros)		31.12.2025	31.12.2024
Créances	Dotations	-3 587	-3 064
	Reprises utilisées	-	-
	Reprises devenues disponibles	1 785	928
	Récupération sur créances amorties	732	478
	Créances irrécouvrables couvertes	-63	-132
	Créances irrécouvrables non couvertes	-	-
Risques hors-bilan	Dotations	1 264	1 901
	Reprises utilisées	-	-
	Reprises devenues disponibles	-982	-734
	Solde	-851	-622

Note 21. Résultat Exceptionnel

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charges exceptionnelles diverses	-104	-92
Produits exceptionnels divers	8 380	165
Total	8 276	73

Note 22. Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	31.12.2025	31.12.2024
Charge fiscale courante hors apport des filiales intégrées	-8 311	-2 403
Apport des filiales intégrées	-	-
Créance de carry back	-	-
Charge fiscale différée nette et divers	-	-
Total	-8 311	-2 403
Résultat avant impôt, résultat exceptionnel et FRBG	30 054	21 265
Taux effectif	-27,65%	-11,30%

Note 23. Opérations sur instruments financiers à terme

Valeur nominale des contrats

Par nature

(En milliers d'euros)	31.12.2025			31.12.2024		
	Opérations De couverture	Autres Opérations	Total	Opérations De couverture	Autres Opérations	Total
Opérations fermes						
Opérations sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-
Opérations de gré à gré	1 949 398	-	1 949 398	1 874 050	-	1 874 050
Swaps de taux	1 949 398	-	1 949 398	1 874 050	-	1 874 050
Opérations conditionnelles						
Contrats de taux plancher/plafond	-	-	-	-	-	-
Achetés	-	-	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-	-	-
Options de taux, change et autres	-	-	-	-	-	-
Achetées	-	-	-	-	-	-
Vendues	-	-	-	-	-	-
Total	1 949 398	-	1 949 398	1 874 050	-	1 874 050

Par durée restant à courir

(En milliers d'euros)	31.12.2025			Total
	- de 1 an	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans	
Instrument de taux				
Marché de gré à gré				
Swaps de taux	95 367	639 667	1 214 364	1 949 398
Contrats de taux plancher / plafond	-	-	-	-
Autres options	-	-	-	-
Total	95 367	639 667	1 214 364	1 949 398

Note 24. Dettes subordonnées

(En milliers d'euros)						
Dettes subordonnées représentant au moins 10 % du total des dettes subordonnées	Montant	Devise	Taux	Echéance	Conditions de la subordination	Possibilité de remboursement anticipé
Dettes subordonnées	25 000	EUR	ESTR CMP+2,31%	31/03/2039	TIER 2	Oui
Total	25 000					

Note 25. Rapport de Gestion

En application du règlement ANC 2014-07, le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse suivante :

ARKEA CREDIT BAIL - 3 AVENUE D'ALPHASIS - 35760 SAINT GREGOIRE

Note 26. Comptes consolidés

Arkéa Crédit Bail n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés de Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480, Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site de Crédit Mutuel Arkéa, à savoir,
http://www.cm-arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels

Note 27. Intégration Fiscale

La société était comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 13/02/2013. Elle est sortie le 01/01/2025.

Note 28. Evénements post clôture

Néant.

IV-Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2025)

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ARKEA CREDIT BAIL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2023-03 exposées dans l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Risque de crédit

Comme indiqué dans la partie "Créances" de la note "Principes généraux et méthodes d'évaluation" et dans les notes " Note 2. Crédit bail et location avec option d'achat" et "Note 3. Location simple" de l'annexe des comptes annuels, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir des risques de crédit inhérents à son activité.

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons examiné le dispositif de contrôles et testé la conception et l'efficacité des contrôles clés relatifs au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du code du commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Nous ne pouvons en attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes et Brest, le 21 avril 2026
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Jolivet

In Extenso Audit Bretagne
Marie Balourdet